

Fonds international pour le développement des archives (FIDA)

Guide des candidats

Mars 2012

1. Subventions FIDA pour le développement des archives et des archivistes : fondements

Bien que les archives et les archivistes aient fait de grands progrès ces dernières années, beaucoup reste encore à faire dans de nombreux pays. Le rôle du FIDA est donc d'appuyer le développement des archives et des archivistes dans le monde entier. Pour y parvenir de manière satisfaisante les administrateurs ont défini le «développement» en termes pratiques : toute organisation ou personne candidate à une subvention doit considérer sa situation actuelle, et déterminer ce qu'elle doit faire pour se développer.

Pour faciliter ce processus, les administrateurs attendent des candidats qu'ils aient consulté la liste de contrôle pour une auto-évaluation élaborée par PARBICA, et si cela est utile, dans le cas des Archives nationales, qu'ils aient mené à bien cette évaluation (voir le site de l'ICA pour consulter la liste de contrôle). Les candidats devront également expliquer dans leur demande ce qu'ils veulent développer et comment ils comptent y parvenir. D'autres services d'archives que les archives nationales auront besoin de faire leur auto-évaluation de façon similaire.

En particulier, dans les premières années, le FIDA veut contribuer à renforcer les capacités dans les pays où les archives et la fourniture d'archives sont faibles, et, grâce au développement de carrière, au mentorat et autres méthodes permettre aux archivistes d'acquérir les compétences professionnelles et de gestion nécessaires pour occuper des postes de direction dans leurs régions et pays. Tenant compte des programmes de l'ICA (pilotes par la Commission du Programme) déjà en cours ou envisagés, le FIDA gèrera un programme complémentaire et distinct de subventions pour appuyer les projets qui contribuent à développer les archives d'une région en particulier et pour aider, le cas échéant, les archivistes individuels.

2. Eligibilité

2.1. La subvention peut être attribuée à des personnes, organisations ou groupes membres de l'ICA ou dont l'organisation de tutelle est déjà un membre ou sera partenaire du candidat. Tous les membres de catégorie A, B, C ou D, ou branche régionale, peuvent postuler pour une subvention. *Voir le formulaire A pour une demande individuelle et le formulaire B pour les groupes/organisations.*

2.2. Le FIDA n'offre pas de subventions pour financer les activités normales d'une archive ; seuls les coûts liés à la réussite de tout projet ou demande individuelle seront pris en considération pour la durée du projet concerné.

3. Critères d'évaluation des demandes

3.1. Importance de la proposition pour le patrimoine archivistique du pays ou de la région concernés, par exemple un élément manquant dans les infrastructures d'archivage ou dans le système de fourniture d'archives, ou dans le développement des compétences d'un candidat ou un groupe de candidats des organisations concernées, par exemple former un spécialiste dans un domaine important pour l'organisation ; il peut s'agir aussi de combler un manque de compétences en matière de gestion qui freine leur développement ou celui de leur organisation, par exemple dans le domaine de la formation des formateurs ou de la direction d'équipe.

3.2 Etats de service

Tous les candidats devront faire la preuve **d'au moins trois ans d'expérience** de travail dans les archives ou dans un domaine apparenté.

3.3 Qualités personnelles:

Tous les candidats doivent prouver qu'ils possèdent les qualités suivantes:

- o réalisations professionnelles avérées ;
- o conscience de soi, en cela qu'ils peuvent déterminer les forces et les faiblesses de leurs organisations/groupes, ou de leur propre expérience professionnelle actuelle, et d'identifier les lacunes qui doivent être comblées pour progresser.
- o Motivation pour réussir et capacité reconnue à fournir un résultat
- o Communication efficace tant à l'écrit qu'à l'oral (expression en public).
- o Savoir « jouer » en équipe

3.4. Faisabilité

La proposition est-elle réaliste ? Le calendrier proposé et les ressources requises correspondent-ils à la réalisation du projet décrit ? Tous les éléments sont-ils en place pour réaliser le projet, par exemple les collègues volontaires dans les organisations partenaires, les experts, les cours de formation convenus.

4. Subventions

Il est prévu pour la première année un maximum de cinq subventions pour une période maximale de deux ans chacune - bien que la durée des subventions et le montant accordé peuvent varier en fonction de la nature de la demande approuvée. Chaque subvention ne dépassera pas 10.000 euros et le montant total alloué pour toutes les subventions de l'année ne dépassera pas 25.000 euros. Dans tous les cas, les subventions accordées doivent être dépensées dans le délai imparti; dans le cas contraire, le solde doit être retourné au Fonds.

5. Soumission des dossiers et procédures

5.1 Les administrateurs doivent chaque année au moins et, normalement, avant le 31 mai de chaque année, lancer un appel à candidatures. L'annonce de la période de soumission des dossiers, normalement jusqu'au 31 Juillet, sera faite à tous les membres, aux branches régionales, sections et comités.

5.2. Les demandes seront évaluées par les administrateurs selon les critères précisés à l'article 3; ils pourront faire appel pour les aider à des experts choisis dans la liste tenue par PCOM ou à des conseillers externes. Avant l'attribution définitive des subventions les administrateurs devront consulter la Commission du Programme pour examen et commentaires. La décision finale sur l'octroi de subventions sera prise exclusivement par les administrateurs.

5.3. Les décisions seront normalement prises en Septembre et les subventions versées par tranches à partir de la date de début du projet concerné.

5.4. Des rapports sur les progrès du projet seront fournis au bout de 6 mois ou à mi-parcours du projet, et avant la dernière tranche de paiement ne soit versée.

5.5. Un rapport final sera fourni à la fin du projet (voir le formulaire de rapport).

Sarah Tyacke, Présidente des administrateurs du FIDA